

## TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
PREMIÈRE PARTIE	
Le Traité-Constitution	
L'Europe et la constitution : la parole aux citoyens, par Romano PRODI	3
Les conférences intergouvernementales et le rôle de l'Italie : de l'acte unique à l'ouverture de la conférence intergouvernementale de 2003, par Rocco CANGELOSI . . . . .	11
1. La première grande révision : l'Acte unique européen . . . . .	11
2. De l'Acte unique aux Conseils européens de Dublin (1986-1990) : un contexte international en forte évolution . . . . .	16
3. Des Conseils européens de Rome au Traité de Maastricht . . . . .	20
4. Les négociations du Traité d'Amsterdam . . . . .	26
5. Les négociations du Traité de Nice . . . . .	29
6. Le lendemain de Nice et la Déclaration de Laeken . . . . .	37
7. De la Convention sur l'avenir de l'Europe à la CIG de 2003 . . . . .	39
8. Les objectifs de la Présidence italienne . . . . .	44
Les principes constitutionnels fondamentaux dans le projet de traité établissant la Constitution européenne, par Jean-Paul JACQUÉ . . . . .	47
1. Introduction . . . . .	47
2. Traité ou Constitution ? . . . . .	50
3. La nature de l'Union . . . . .	53
4. La structure institutionnelle de l'Union . . . . .	57
5. Conclusions . . . . .	62
La Constitution européenne : une véritable constitution, par Andrea MANZELLA . . . . .	63
1. La « plus-value démocratique » de la Convention . . . . .	63
2. Trois critiques (et trois réponses) au Projet de Constitution . . . . .	65
3. Un « bloc constitutionnel » à différents niveaux . . . . .	67
4. La Constitution européenne : mode d'emploi . . . . .	73
Entrée en vigueur et révision du traité constitutionnel, par Bruno DE WITTE . . . . .	77
1. Introduction . . . . .	77

	PAGES
2. Entrée en vigueur du Traité – Constitution . . . . .	78
3. Révision du Traité constitutionnel . . . . .	87
4. La méthode de la Convention . . . . .	89
5. La différenciation des procédures de révision . . . . .	91
 Les compétences normatives de l'Union, par Andrea BIONDI . . . . .	 99
1. Introduction . . . . .	99
2. Les choix de la Convention . . . . .	101
3. Le principe d'attribution : « taking competences seriously » . . . . .	103
4. Subsidiarité : portée et efficacité . . . . .	106
5. Compétences exclusives, partagées et d'appui . . . . .	108
6. Compétences et principe de primauté . . . . .	112
7. Compétences et processus décisionnel . . . . .	113
8. À jeter ou à ne pas jeter ? . . . . .	114
  <b>PARTIE II</b>	
 <b>Les institutions</b>	
 Le paradoxe du mode intergouvernemental. L'équilibre institutionnel dans le projet de traité-constitution, par Lucia Serena ROSSI . . . . .	 117
1. La nouvelle définition de l'équilibre institutionnel : le « modèle communautaire » est-il maintenu ? . . . . .	117
2. Le Conseil européen et son Président. Un renforcement du mode intergouvernemental ? . . . . .	120
3. Le Conseil des Ministres . . . . .	125
4. Le Ministre des Affaires Étrangères : sera-t-il célèbre ? . . . . .	130
5. La Commission : one State, one Vote ? . . . . .	133
6. Parlement européen et Parlements nationaux : un antagonisme évité . . . . .	136
7. L'interconnexion des pouvoirs . . . . .	142
 Parlement européen et parlements nationaux, par Renzo IMBENI . . . . .	 145
1. Les travaux de la Convention . . . . .	145
2. Le rôle essentiel du Parlement européen dans le système constitutionnel . . . . .	150
3. Parlement européen et parlements nationaux . . . . .	153
 La composition de la Commission, par Alfonso MATTERA . . . . .	 157
1. Introduction . . . . .	157
2. Intérêt général européen et méthode communautaire . . . . .	160
3. Une Commission à 25 serait-elle incapable de délibérer ? . . . . .	162
4. Une Commission à 15 : solution fâcheuse pour grands et petits États . . . . .	162
5. Des Commissaires européens « apatrides » ? . . . . .	163

	PAGES
6. La Commission européenne : cible privilégiée des détracteurs du « projet européen » . . . . .	165
7. Le Projet Prodi (« Pénélope ») : conscience européenne pour la CIG. . . . .	166
 La Cour de justice dans le projet de Constitution européenne, par Antonio TIZZANO . . . . .	169
1. Introduction . . . . .	169
2. La Convention et la Cour de justice . . . . .	170
3. Le maintien des caractéristiques essentielles de la juridiction communautaire . . . . .	171
4. Les principales innovations . . . . .	172
5. L'institution : « Cour de justice » . . . . .	173
6. La dénomination de la Cour et de ses formations . . . . .	174
7. La mission de la Cour . . . . .	177
8. L'obligation d'instituer des remèdes juridictionnels nationaux effectifs . . . . .	178
9. Les problèmes concernant la composition et l'organisation de la Cour . . . . .	180
10. L'attribution des compétences . . . . .	183
 Le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité : quelques réflexions, par José Luis DA CRUZ VILAÇA . . . . .	185
1. La Cour de justice en tant que Cour constitutionnelle . . . . .	185
2. Faut-il une nouvelle juridiction constitutionnelle ? . . . . .	189
3. Le nouveau contexte institutionnel . . . . .	193
4. Quelle structure pour la Cour constitutionnelle ? . . . . .	197
5. Conclusions. . . . .	199

### PARTIE III

#### Les citoyens

 La citoyenneté de l'Union : une « vraie » citoyenneté ?, par Vlad CONSTANTINESCO . . . . .	203
1. Introduction . . . . .	203
2. L'élargissement des bénéficiaires des droits relevant de la citoyenneté de l'Union . . . . .	207
3. La consolidation du cadre politique auquel appartient le citoyen de l'Union . . . . .	210
4. L'accent mis sur l'égalité . . . . .	213
5. Les deux dimensions de la démocratie, cadre politique du citoyen de l'Union . . . . .	214
6. Conclusions. . . . .	215

	PAGES
<b>Les dispositions relatives au système juridictionnel communautaire : une contribution pour une meilleure réalisation de l'Europe des citoyens, par Paolo Mengozzi . . . . .</b>	<b>219</b>
1. Éléments de continuité et éléments novateurs dans le Projet de Traité- Constitution . . . . .	219
2. Le problème de la légitimation des particuliers à contester les actes de l'Union et la contribution que le Traité instituant une Constitution pour l'Europe pourra apporter à la réalisation d'une plus large pro- tection juridictionnelle des citoyens . . . . .	221
3. La tendance de l'art. I-28 du Projet à caractériser en termes de parti- nariat le rapport entre les institutions de l'Union et celles des États membres . . . . .	225
4. La confirmation que la tendance relevée dans le paragraphe précédent se retrouve dans les autres dispositions du Projet . . . . .	226
5. Le coût que pourra représenter la réalisation d'une plus large protec- tion juridictionnelle des citoyens et l'impossibilité d'affronter celui-ci efficacement sans prendre le chemin d'un système plus généralisé de vote à la majorité . . . . .	227
 <b>La protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne dans la perspective de l'adoption d'une constitution européenne, par Vassilios Skouris . . . . .</b>	 <b>231</b>
1. Introduction . . . . .	231
2. L'évolution de la protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne jusqu'à l'adoption de la Charte . . . . .	232
3. Les principales caractéristiques de la Charte . . . . .	236
4. Une Charte contraignante est-elle nécessaire ? . . . . .	238
5. Les problèmes éventuels résultant de l'introduction d'un troisième sys- tème de protection des droits fondamentaux s'appliquant parallèle- ment aux constitutions nationales et à la CEDH . . . . .	239
6. Remarques finales . . . . .	245
 <b>L'adhésion de l'Union européenne à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par Philippe Manin . . . . .</b>	 <b>247</b>
1. Introduction . . . . .	247
2. L'article I-7, 2 du Projet de Constitution . . . . .	250
3. La clause d'habilitation . . . . .	251
a) Une compétence attribuée à l'« Union européenne » . . . . .	252
b) Un objectif à atteindre . . . . .	253
4. La clause de protection . . . . .	253
5. La procédure d'adhésion à la CEDH : a) L'adaptation de la CEDH . .	255
b) La procédure interne à l'Union . . . . .	257
7. Les conséquences de la participation de l'Union européenne à la CEDH : a) Les conséquences institutionnelles . . . . .	258

	PAGES
8. b) Les conséquences sur le système juridique de l'Union . . . . .	259
 L'espace de liberté, de sécurité et de justice dans une perspective constitutionnelle européenne, par Bruno NASCIMBENE . . . . .	265
1. La Déclaration sur l'avenir de l'Union, les travaux de la Convention et le Projet de Constitution : quelle réforme possible de l'espace de liberté, de sécurité et de justice . . . . .	265
2. La coopération intergouvernementale et la communautarisation des règles relatives à l'« espace » . . . . .	267
3. L'« espace » et sa définition . . . . .	269
4. La coopération judiciaire civile et pénale entre le premier et le troisième pilier . . . . .	271
5. Les actes, les procédures et les compétences des institutions . . . . .	272
6. En particulier, la compétence de la Cour de justice . . . . .	273
7. L'« espace » et le Projet de Constitution . . . . .	275
8. Les compétences et les actes . . . . .	276
9. Les institutions et le rôle des parlements nationaux . . . . .	278
10. La confiance réciproque et la coopération . . . . .	280
11. La procédure décisionnelle : les hypothèses résiduelles de décision à l'unanimité . . . . .	281
12. La Cour et l'« espace » dans le Projet de Constitution : la protection des droits des particuliers . . . . .	283